

À Auray, des agents des finances publiques mobilisés contre les suppressions de postes

Publié le 17 janvier 2023 à 14h30 Modifié le 17 janvier 2023 à 14h47

Les représentants des syndicats du centre des finances publiques d'Auray se sont déplacés à Vannes, ce mardi 17 janvier, devant le directeur départemental.

Sur place, ils ont évoqué les suppressions de postes, la dégradation des services, le passage au tout numérique...

Après s'être déplacés à Vannes, mardi 17 janvier au matin, pour lire une déclaration devant le directeur départemental des finances publiques, les représentants des différents syndicats du centre d'Auray ont explicité leur démarche et précisé leurs griefs envers l'État employeur.

En tête de ceux-ci, les coupes claires faites dans les effectifs, année après année et le recours à l'emploi contractuel de courte durée au détriment de la qualité du service et de celle des conseils donnés au public.



L'ensemble des syndicats représentés au centre d'Auray a validé le texte de revendication lu à la direction départemental

« Depuis 2012, ce sont 242 postes qui ont été supprimés dans le département auxquels il faut ajouter les quatorze à venir en 2023. Avec le défaut d'explications et d'informations que cela engendre sur les droits des usagers, c'est le consentement même à l'impôt qui est mis en danger sans oublier le développement de l'iniquité fiscale ».

e.

« Creuser encore plus les inégalités »

Les fermetures des trésoreries et la redistribution géographique des services sont aussi dénoncées, la création des Maisons France services n'étant pas, selon les agents, à la hauteur des attentes du public.

« Le choix de l'État d'aller vers le tout numérique ne peut que creuser encore plus les inégalités en laissant de nombreuses personnes à l'abandon ». Enfin les conditions de travail, pointées comme dégradées, engendrent de la souffrance chez les agents, notamment lors des changements obligatoires de spécialité. Ces revendications interviennent deux jours avant la mobilisation sur le sujet des retraites pour laquelle les agents prédisent une forte mobilisation dans les services des finances publiques.